

<http://ugtg.org/spip.php?article2144>



Contribution de l'UGTG à la Conférence de la Coordination d'ALGER

- La Centrale UGTG -



Date de mise en ligne vendredi 10 octobre 2014

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Aux Organisations ouvrières et démocratiques, Aux Participants de la réunion de la Coordination de l'Entente Internationale des Travailleurs et des Peuples

Chers Camarades, Chers Amis,

Nous ne pouvons être avec vous et nous en sommes désolés.

Recevez les salutations fraternelles et militantes de l'UGTG (Union Générale des travailleurs de Guadeloupe) et surtout que vive l'unité et la solidarité des travailleurs et des peuples pour des luttes victorieuses contre l'oppression, la domination, l'injustice et la répression.

Les impérialistes, au nom de l'argent roi, déstabilise les nations et les peuples et organisent des guerres au quatre coins de monde pour mieux asservir les travailleurs, disloquer les états et piller les richesses naturelles. Nous le voyons en Centrafrique, au mali, au Nigéria, en Syrie, en Libye, en Irak, en Palestine, en Afghanistan, en Haïti,

Fidèle à ses principes, l'UGTG salue les luttes de tous ceux qui combattent contre la domination capitaliste et colonialiste pour instaurer de nouveaux rapports sociaux dans une société débarrassée de la pwofitasyon.

En Guadeloupe, comme partout ailleurs, la répression frappe les travailleurs, les peuples et singulièrement les militants syndicaux qui refusent de courber l'échine face au diktat de l'Etat et du patronat. Ce sont des licenciements de délégués syndicaux, des procès en cascade intentés par le pouvoir colonial français pour tenter de nous faire taire.

Le 11 septembre 2014, ce sont trois militants de l'UGTG qui étaient convoqués devant les tribunaux pour des faits de grève remontant à juin 2006. Ces convocations interviennent au moment même où l'agence Régionale de Santé annonce la suppression de 500 postes dans le cadre de la reconstruction du Centre Hospitalier Universitaire de Guadeloupe. Ce sont aussi des licenciements et des fermetures de services dans nombre de structures hospitalières de Guadeloupe.

Il s'agit de faire taire l'UGTG qui mène la fronde contre les licenciements, contre la suppression de poste et pour la mise en oeuvre d'une véritable politique de santé en faveur des travailleurs et du Peuple de Guadeloupe.

Le 20 janvier 2015, c'est Charly LENDO, ancien Secrétaire Général Adjoint de l'UGTG qui est poursuivi pour homicide involontaire indirect. Il est tenu pour responsable de la mort accidentel d'un jeune motard survenu en février 2009 dans le cadre de la mobilisation du Liyannaj Kont Pwofitasyon (LKP).

L'objectif de la justice coloniale est de poursuivre sa politique de criminalisation de l'action syndicale et de diabolisation de ceux qui luttent. Il faut faire taire l'UGTG par tous moyens.

En soutien à Charly LENDO, un meeting est organisé par le Comité International Contre la Répression (CICR) à la bourse du travail, à Paris, le 14 janvier 2015 en présence de dirigeants de l'UGTG.

A ce titre, nous faisons appel à votre solidarité.

Notre organisation a fait le choix de lutter pour la construction d'une autre Guadeloupe débarrassée de la domination capitaliste et colonialiste. En ce sens, elle est en première ligne pour s'opposer à la remise en cause des droits, des

libertés et des garanties sociales.

Les récentes mesures prises par le gouvernement français dans le cadre de l'accord National Interprofessionnel et le fameux pacte de responsabilité mettent à mal les droits sociaux, détruisent le code du travail. Le gouvernement français est aux ordres des capitalistes.

Aujourd'hui, ils s'en prennent aux seuils sociaux, aux jours fériés, à la durée du travail,avec pour objectif d'éliminer purement et simplement les syndicats dans les entreprises. Tenant compte de la typologie des entreprises de Guadeloupe (plus de 80% de petites unités), relever les seuils sociaux revient à éliminer les instances représentatives du personnel et à terme de supprimer la représentation syndicale dans les entreprises. Bien au contraire, en Guadeloupe, nous luttons pour installer des instances représentatives dès 6 ou 7 salariés.

Ce sont aussi des milliards de cadeaux fiscaux offerts aux patrons sans aucune contrepartie ; ces derniers utilisent les deniers publics pour augmenter leurs marges et rémunérer leurs actionnaires alors que les licenciements continuent. Mieux encore, le patronat refuse toutes négociations en branche.

Mais tous ces reculs ne sont possibles qu'avec la complicité de certaines organisations syndicales qui signent des accords infâmes remettant en question les acquis des travailleurs au nom de l'évolution de la société et de la sacro sainte mondialisation. Nous ne nous laisserons pas faire.

L'UGTG salut donc l'ensemble des participants à la conférence de la Coordination et apporte son soutien militant et sa solidarité à tous ceux qui luttent pour défendre les libertés fondamentales, pour défendre le droit de vivre, de revendiquer et de se battre pour la satisfaction de leurs revendications.

**CONTRE LA REPRESSON - CONTRE LA REMISE EN
CAUSE DES DROITS SOCIAUX- NOUS LUTTONS
ENSEMBLE POUR GAGNER ENSEMBLE**

Le Secrétaire Général

Elie DOMOTA

Pointe-à-Pitre, le 08 Octobre 2014